

Une chose est au moins acquise à notre époque : elle ne pourra pas en paix. Les résultats de son inconscience se sont accumulés jusqu'à mettre en péril cette sécurité matérielle dont la conquête était sa seule justification. Quant à ce qui concerne la vie proprement dite (mœurs, communication, sensibilité, création), elle n'avait visiblement apporté que décomposition et régression.

Toute société est d'abord, en tant qu'organisation de la survie collective, une forme d'appropriation de la nature. À travers la crise actuelle de l'usage de la nature, à nouveau se pose, et cette fois universellement, la *question sociale*. Faute d'avoir été résolue avant que les moyens matériels, scientifiques et techniques, ne permettent d'altérer fondamentalement les conditions de la vie, elle réapparaît avec la nécessité vitale de mettre en cause les hiérarchies irresponsables qui monopolisent ces moyens matériels.

Pour parer à cela, les maîtres de la société se sont décidés à décréter eux-mêmes *l'état d'urgence écologique*. Que cherche leur catastrophisme intéressé, en noircissant le tableau d'un désastre *hypothétique*, et tenant des discours d'autant plus alarmistes qu'il s'agit de problèmes sur lesquels les

populations atomisées n'ont aucun moyen d'action direct, sinon à occulter le désastre réel, sur lequel il n'est nul besoin d'être physicien, climatologue ou démographe pour se prononcer ? Car chacun peut constater *l'appauvrissement* constant du monde des hommes par l'économie moderne, qui se développe dans tous les domaines aux dépens de la vie : elle en détruit par ses dévastations les bases biologiques, soumet tout l'espace-temps social aux nécessités policières de son fonctionnement, et remplace chaque réalité autrefois couramment accessible par un ersatz dont la teneur en authenticité résiduelle est proportionnelle *au prix* (inutile de créer des magasins réservés à la *nomenklatura*, le marché s'en charge).

Au moment où les gestionnaires de la production découvrent dans la nocivité de ses résultats la fragilité de leur monde, ils en tirent ainsi argument pour se présenter, avec la caution de leurs experts, en *sauveurs*. L'état d'urgence écologique est à la fois une *économie de guerre*, qui mobilise la production au service d'intérêts communs définis par l'état, et une *guerre de l'économie* contre la menace de mouvements de protestation qui en viennent à la critiquer sans détour.

La propagande des décideurs de l'État et de l'industrie présente comme seule perspective de salut la poursuite du développement économique, corrigé par les mesures qu'impose la défense de la survie : gestion régulée des « ressources », investissements pour *économiser* la nature la transformer intégralement en matière à gestion économique, depuis l'eau du sous-sol jusqu'à l'ozone de l'atmosphère.

La domination ne cesse évidemment pas de perfectionner à toutes fins utiles ses moyens répressifs : à « Cigaville », décor urbain construit en Dordogne après 1968 pour l'entraînement des gendarmes mobiles, on simule désormais sur les routes avoisinantes « de fausses attaques de commandos anti-nucléaires » ; à la centrale nucléaire de Belleville, c'est la simulation d'un accident grave qui doit former les responsables aux techniques de manipulation de l'information. Mais le personnel affecté au contrôle social s'emploie surtout à *prévenir* tout développement de la critique des nuisances en une critique de l'économie qui les engendre. On prêche la discipline aux armées de la consommation, comme si c'était nos fastueuses extravagances qui avaient rompu l'équilibre écologique, et non l'absurdité de